

Éveil écologique Les députés à l'école du climat

À deux pas de l'Assemblée nationale, des scientifiques proposent une mise à niveau aux élus qui font leur rentrée

Fabrice Poulliquen

Le barnum est installé à une trentaine de mètres de l'Assemblée nationale, en face de la sortie de métro Invalides (Paris, 7^e). À l'intérieur, cinq tables rondes à proximité desquelles patientaient, lundi après-midi, 17 scientifiques français, spécialistes du climat et de la biodiversité. Il ne manquait plus que des députés s'arrêtent, avant ou après avoir été chercher leur badge et toute la panoplie de nouvel élu, pour que cette école éphémère commence. Jusqu'à ce mercredi, les députés pourront bénéficier d'une formation accélérée d'une demi-heure, afin de se mettre à niveau sur les points clés du consensus scientifique sur le climat et la biodiversité. « Vient qui veut, quel que soit son bord politique. La démarche est apolitique », présente Christophe Cassou, climatologue au CNRS et auteur du Groupe intergouvernemental des experts du climat (Giec). C'est dans sa

« On est là pour montrer qu'il y a des faits solides, non partisans, sur lesquels il y a un consensus scientifique ». Wolfgang Cramer, écologue

tête et dans celle de Matthieu Orphelin, ex-député depuis lundi, que cette idée a germé. Très vite, le collectif Pour un réveil écologique est venu leur prêter main-forte, et un collectif éphémère de scientifiques s'est mis sur pied. D'une vingtaine de membres au départ, il en réunissait 35, lundi, tous d'accord pour se relayer sur trois jours. « Nous avons inversé la logique, souligne Christophe Cassou. D'habitude, les scientifiques sont sollicités par les politiques. Cette fois, c'est nous qui nous mettons à disposition. » « Et ce ne sont que des pointures dans leur domaine *(lire l'encadré)*, souligne Matthieu Orphelin. À la sortie des tables rondes, une série de documents attend les députés. À commencer par les synthèses des trois derniers rapports du Giec



Des scientifiques devant l'Assemblée. Voir notre vidéo sur 20minutes.fr



Trente-cinq scientifiques se relaient jusqu'à ce mercredi pour présenter les enjeux du climat aux députés. F. Poulliquen / 20 Minutes

qu'a réalisées Pour un réveil écologique, avec l'exploit de faire tenir 4 000 pages sur une feuille recto. « Nous leur avons aussi compilé quelques échéances législatives à venir », poursuit Léa Falco, membre de ce collectif. Ça commence cet été avec le projet de loi de finances rectificative, ou encore le plan stratégique national, qui doit appliquer la nouvelle politique agricole commune à l'échelle de la France. Bref, du lourd.

« Ce devrait être obligatoire »

En vingt ou trente minutes, impossible d'être exhaustif. « Ce n'est pas le but, explique l'écologue Wolfgang Cramer. Il faut voir cette formation comme une sensibilisation. On est là pour montrer qu'il y a des faits solides, robustes, non partisans, sur lesquels il y a un consensus scientifique. » Une mission essentielle, selon Matthieu Orphelin. « Dans une étude réalisée par l'Ademe en 2020, 21% des parlementaires français disaient qu'il n'y avait pas de consensus scientifique sur le fait que la Terre se réchauffait, pointe-t-il. Ce consensus est pourtant total. » Sur trois jours, le cap visé est de former une majorité de députés - 289, donc. Lundi, Danielle Simonnet, députée Nupes de Paris, a été la première

à se présenter. La seule, aussi. « On s'y attendait », glisse Léa Falco, escomptant de meilleures affluences les deux jours suivants. C'était le cas mardi. Avant l'arrivée du groupe des élus LFI, prévue dans l'après-midi, une trentaine de députés avaient déjà échangé avec les scientifiques dans la matinée. « Une candidate Ensemble l, une centriste et des députés EELV, venus en groupe », décompte-t-on à la table d'inscription. Dans le lot, Nicolas Thierry, député vert de Bordeaux. Son premier mandat. « Je m'intéresse à ces sujets depuis longtemps », raconte-t-il. Mais l'élu assure ne pas

avoir perdu sa matinée pour autant. « C'est toujours profitable d'avoir un rappel, lance-t-il. Nous avons pu parler de la manière dont nous pourrions travailler ensemble, scientifiques et politiques. » Quoi qu'il en soit, il faut voir ces formations comme un début, épèrent les organisateurs. « Ce devra être obligatoire pour les députés », estime Léa Falco. L'idée serait que l'Assemblée prenne le relais, en proposant une formation complète. « Nous pourrions alors voir clairement quels députés font preuve de mauvaise volonté politique sur les dossiers climat et biodiversité », note-t-elle.

Une palette d'experts

Lundi, ont participé à cette école du climat l'océanographe Jean-Baptiste Sallée, la géographe Magali Rodriguez-Zotti, Michel Colombier, cofondateur de l'Institut du développement durable et des relations internationales, la chercheuse en chimie atmosphérique Sophie Szopa, les écologues

Philippe Grandcolas et Wolfgang Cramer... Le tout forme un ensemble cohérent, à écouter le climatologue Christophe Cassou. « Il y a des scientifiques travaillant sur des problématiques très macro, centrales, d'ailleurs, au sein du Giec ou de l'Ipbes [son équivalent pour la biodiversité], précise-t-il. Mais nous avons aussi des membres du Haut Conseil pour le climat et de think tanks, qui pourront décliner ces enjeux à l'échelle nationale, voire à celle des collectivités. »